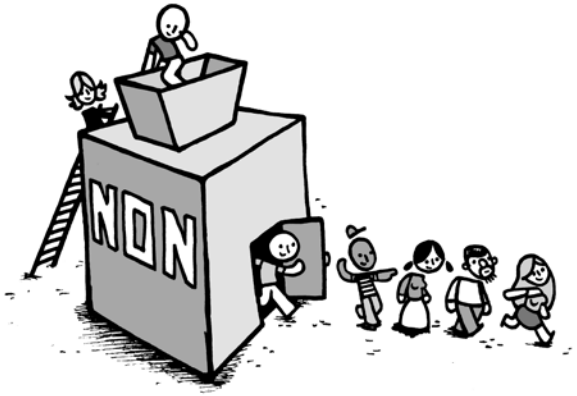
Effet de serre et désordres climatiques, perte de biodiversité mais aussi pénurie de pétrole et raréfaction des ressources… Tout cela n'a qu'une seule et même cause : une société qui ne jure que par la croissance économique, le PIB et la compétitivité, qui produit et consomme sans réfléchir à son avenir et sans solidarité. Cette situation n'est pas tenable. Lorsqu'on sacrifie l'intérêt général, on ne crée des gains immédiats que pour une oligarchie de profiteurs, et on ne laisse qu'une chose en héritage : un désastre humain et écologique.

Les exemples du nucléaire, des gaz de schiste ou du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes montrent que les décisions sont prises sans le moindre débat public d'ampleur. Il faut stopper ce déni de démocratie et nous réapproprier la politique ! Les citoyen-ne-s constituent le meilleur garde-fou contre les projets contraires à l'intérêt général. C'est le sens de la planification écologique qui doit être l'affaire de tou-te-s.

La crise écologique appelle un changement profond de nos modes de consommation et de production. Les alternatives existent. Mais ce changement ne sera possible que si le peuple tout entier s'investit et décide. En matière d'environnement comme pour la justice sociale, l'alternative passera par la Révolution citoyenne !



Notre écologie est de gauche, sociale et anticapitaliste !

Les catastrophes écologiques ont trop souvent pour origine des choix stratégiques qui révèlent la collusion d'intérêts entre des politiques et des industriels, au mépris de la population, avec deux points communs : l'absence de consultation et le désintérêt total des conséquences de leurs actes sur l'environnement et sur la santé, uniquement guidés par la recherche de profits.

Partout, la concurrence et la course au profit poussent aux pires folies, au détriment des êtres humains et des écosystèmes.

Au Japon, l'entreprise privée TEPCO, qui gérait la centrale nucléaire de Fukushima, a passé sous silence de nombreux incidents avant la catastrophe pour ne pas faire chuter le cours de ses actions. Au jour de la catastrophe, TEPCO a refusé d'utiliser de l'eau de mer pour ne pas endommager ses installations. Qui devra supporter la radioactivité pendant des centaines d'années ?

Dans le golfe du Mexique, le groupe pétrolier BP a négligé l'entretien de sa plateforme pétrolière pour maximiser son profit. Résultat : des millions de litres de pétrole rejetés en mer pendant des semaines. Qui va payer les dégâts pendant des années ?

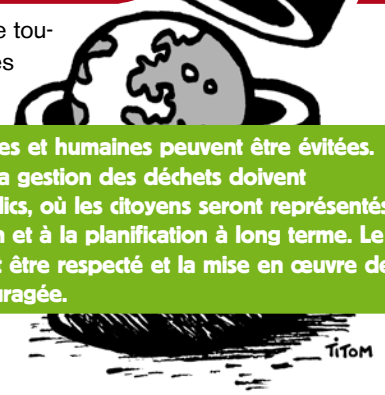
En Afrique du Sud, une grève pour l'augmentation des salaires dans la mine de platine de Marikana s'est soldée par la mort de 34 mineurs, abattus par la police pour préserver les profits de l'exploitant britannique Lonmin : 311 millions de dollars de bénéfice en 2011.

En France, la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes porté par Jean-Marc Ayrault entraînerait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, la destruction de près de 2000 hectares de terres agricoles et de zones humides riches en biodiversité, la destruction des liens sociaux construits par les paysans et les militants installés depuis des années sur le site. Tout cela pour le plus grand profit du groupe Vinci !

Dans ce système productiviste et capitaliste, il faut produire toujours plus pour gagner plus. Quitte à exploiter à la fois les individus et les écosystèmes.

Les lobbies influencent les gouvernements, dérogent aux lois environnementales en vigueur et bloquent toute enquête, comme dans le cas de l'énorme catastrophe environnementale des gaz de schiste aux Etats-Unis.

Ces catastrophes écologiques et humaines peuvent être évitées. Pour cela, l'énergie, l'eau, la gestion des déchets doivent redevenir des services publics, où les citoyens seront représentés et participeront à la gestion et à la planification à long terme. Le principe de précaution doit être respecté et la mise en œuvre de solutions alternatives encouragée.



Pour se maintenir en place, le système sous-estime les risques naturels. Les multinationales réalisent des «économies de maintenance» pour augmenter leurs bénéfices. En France, les durées d'arrêts de réacteurs nucléaires pour effectuer les nécessaires opérations de maintenance sont en constante réduction. Le dumping environnemental rejoint le dumping social et c'est ainsi qu'on fait produire des marchandises à l'autre bout du monde, dans des conditions de travail indignes, ou qu'on en arrive à faire voyager des produits dangereux sur des bateaux-poubelles.

La participation des citoyen-ne-s est simple à organiser ! Nous proposons :

- **la création d'instances décisionnelles démocratiques à tous les niveaux** (national, régional, local) qui prendront les décisions stratégiques (élaboration des Plans), en lieu et place des quelques personnes au sommet de l'Etat, comme c'est le cas aujourd'hui.
- **La consultation systématique du peuple par référendum** lors des grands choix stratégiques nationaux, après large débat public.

Pour nous, la planification écologique, c'est l'affaire de tou-te-s !

La planification écologique, c'est remettre l'intérêt général et le citoyen au cœur de la prise de décisions pour tout ce qui le concerne au niveau local (production locale d'énergie, gestion des déchets, préservation de la biodiversité, aménagement urbain) et au niveau national (politique de transports, aménagement du territoire, pôle public de l'énergie). En rendant la décision aux citoyen-ne-s, la planification écologique permet un développement au service de tous, au profit de tous.

L'impasse écologique nous impose des changements en profondeur de nos modes de production et de consommation. Cela ne peut être géré que sur le long terme car le changement ne se fera pas du jour au lendemain et nécessite que l'intérêt général prime sur les intérêts capitalistes. C'est l'implication du peuple qui garantira cette communauté d'intérêts. **Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie en 2009, a en outre démontré dans ses travaux que la participation des usagers à la gestion des biens communs était plus efficace d'un point de vue économique !**

Des «Parlements de l'environnement» seront créés, en s'inspirant de l'expérience des alternatives concrètes comme ces «Parlements de l'eau», dans un cadre pluriannuel fixé par les pouvoirs publics, afin de décliner la planification écologique localement et démocratiquement :

- **pour les déchets,** aux niveaux national, régional et départemental. Ils géreront la filière de valorisation des déchets sur leur territoire, comme en Norvège, pour remplacer progressivement décharges et incinérateurs.
- **pour l'énergie,** ils mettront en place le scénario de transition sur leur territoire (isolation des logements, suppression des consommations inutiles, unités de production d'énergies renouvelables etc), afin de sortir du nucléaire, de la dépendance au pétrole et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- **pour la biodiversité,** au niveau de chaque grande région et sous-région bio-climatique. Ils décideront et financeront les actions à mener pour restaurer la biodiversité sur leur territoire.
- **pour l'aménagement du territoire** (répartition des zones naturelles, agricoles et urbaines et grandes infrastructures) : ce sont par exemple ces Parlements qui rédigeront les SCOT (schémas de cohérence territoriale). Et ils devront intégrer les plans des autres Parlements : eau, déchets, énergie et biodiversité, dans leur propre action. Car l'aménagement du territoire, y compris urbain et économique, doit être soumis aux objectifs sociaux et environnementaux, et non le contraire ! C'est ce qu'on appelle «ménager le territoire».

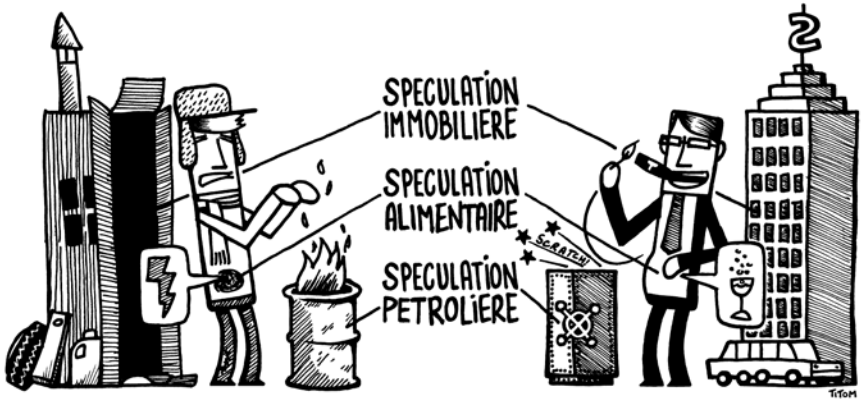
Une planification démocratique et décentralisée, c'est possible ! L'exemple des Parlements de l'eau.

Avez-vous entendu dire qu'en France, c'était le Gosplan ? Pas vraiment. Et pourtant, dans le domaine de l'eau, la France fait de la planification… depuis 1964 ! Une planification qui aborde les enjeux écologiques par l'anticipation, la maîtrise publique et l'implication citoyenne.

Une clarification s'impose. En France, dans le domaine de l'eau, nous avons le pire et le meilleur :

- le pire, c'est la gestion privée de l'eau potable, une malheureuse spécificité française : 72% de la population sous gestion privée en France, 20% en Europe, 10% dans le monde.
- le meilleur, c'est notre système de planification globale des ressources en eau, système copié dans le monde entier par plus de 50 pays qui l'ont mis en œuvre, ou sont en train de le faire.

Cette planification est réalisée par les «Comités de bassin», véritables Parlements de l'Eau composés de tous les acteurs (associations, élus, industriels, agriculteurs, Etat), qui décident ensemble des priorités d'action sur leur bassin, et ont les moyens financiers de les mettre en œuvre : 2,2 milliards par an, financés par une taxe pollueur-payeur. Grâce à leur action, la qualité des cours d'eau s'améliore depuis 30 ans, alors même que la population et la production industrielle et agricole augmentent ! Un seul exemple : la Seine, où l'on peut maintenant observer 21 espèces de poissons en plein Paris, contre 3 dans les années 70.



Les alternatives existent, on sait faire !

Voici les grandes lignes de ce que nous proposons, qui devront être débattues puis mises en œuvre nationalement et localement par des «Parlements de l'Environnement».

Les débats associeront ainsi usagers, élus, syndicats, associations, industriels, agriculteurs, représentants de l'Etat et chercheurs. En redonnant avant tout la parole à celles et ceux qui en sont aujourd'hui le plus privé-e-s : les citoyen-ne-s..

1. Ni nucléaire, ni effet de serre : assurer la transition énergétique avec le scénario Negawatt

Face au dérèglement climatique et à l'épuisement des ressources, nous devons drastiquement réduire notre utilisation des énergies fossiles (pétrole, gaz etc.) et nos émissions de gaz à effet de serre. C'est une des raisons pour lesquelles le Parti de Gauche s'oppose à l'extraction des gaz et huiles de schiste quelle que soit la technique utilisée. Nous voulons également sortir du nucléaire, qui fait courir des risques inacceptables et produit des déchets qu'on ne sait pas traiter. De plus, cette énergie coûte beaucoup plus cher qu'il n'y paraît car le prix actuel de l'électricité n'inclut ni le démantèlement des centrales ni le traitement de ces déchets ! Et il n'est pas une garantie d'indépendance puisqu'il nécessite de l'uranium que la France ne possède pas et va extraire dans des conditions inacceptables comme au Niger.

Sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre, tout en maintenant le bien-être énergétique de tou-te-s, c'est possible !

C'est ce que propose le scénario Negawatt, une alternative conçue par des experts de l'énergie, à travers une baisse de notre consommation énergétique et une meilleure organisation de la société, permettant de minimiser nos besoins collectifs. Cette transition se mettra en place grâce à la création d'un pôle public de l'énergie, seul à même d'organiser la transition sur le long terme, loin de tout intérêt marchand, d'assurer à chacun-e un accès juste et équitable à l'énergie et de garantir la sécurité des installations les plus risquées en attendant leur démantèlement.

Pour y parvenir, nous proposons :

- **L'arrêt de la fuite en avant :** refus de l'extraction des gaz et huiles de schiste et décision immédiate de sortie progressive du nucléaire avec la fermeture des centrales nucléaires qui ont déjà été prolongées, comme Fessenheim et Tricastin, l'arrêt de la mise en service et de l'exportation du programme EPR, et du projet ASTRID prévu pour 2020. En attendant la fermeture de toutes les centrales au fur et à mesure de leur arrivée en fin de vie à 30 ans, leur gestion et leur entretien doivent être assurés par des entreprises publiques, pour éviter que la recherche de profits ne mette en péril la sûreté des installations et la sécurité des populations. Cela doit être couplé à un droit accru des Comités d'Etablissements sur les conditions de travail et d'exploitation des réacteurs ainsi qu'à un nouveau statut pour les personnels sous-traitants.
- **Un plan massif d'économies d'énergie :** la promotion à tous crins de l'énergie nucléaire a conduit à un gaspillage phénoménal. En effet près de la moitié de l'électricité que nous consommons peut facilement être économisée ! En tout premier lieu, par un plan massif d'isolation des logements, de meilleurs rendements pour les appareils (efficacité énergétique) ou encore par l'interdiction des surconsommations inutiles comme les écrans publicitaires (sobriété énergétique).
- **La satisfaction des besoins énergétiques restants par les énergies renouvelables :** géothermie de moyenne profondeur pour le chauffage et la climatisation des habitations, géothermie profonde pour la production d'électricité, éolien, solaire, hydrolien, biomasse, petit hydraulique, marée-motrice, cogénération... pourront ainsi couvrir près des trois quarts des besoins !

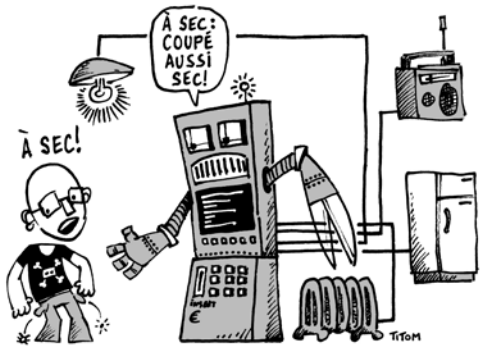
Ce scénario alternatif permet de créer **1 million d'emplois à l'horizon 2020** (rapport Quirion sur les impacts du scénario NegaWatt sur l'emploi). Des emplois non délocalisables et pérennes, qui permettent d'envisager la reconversion et l'accompagnement des travailleurs du secteur énergétique, que ce soit dans le démantèlement des centrales nucléaires ou dans la création de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables. **L'effort de recherche qui a été fait pour l'essor fulgurant du nucléaire il y a 40 ans peut être fait aujourd'hui pour la transition énergétique !** En étant réorientée vers l'efficacité, les renouvelables et la gestion des déchets nucléaires. Nous en avons les compétences par les travailleurs de la filière énergie, les savoirs de nos chercheurs, ingénieurs et scientifiques, et les moyens du côté de l'État. Les citoyen-ne-s aspirent à ce changement. Ne manquait que la volonté politique. Nous, on l'a !

Se donner les moyens d'une politique volontariste de transition : le pôle public de l'énergie

Cette reconversion de notre modèle énergétique, parfaitement réaliste sur le plan technique, n'est possible que si la puissance publique se substitue aux intérêts privés, dont le seul but est la rentabilité financière, avec pour conséquences des choix contraires à l'intérêt général : choix insensé du «tout routier, tout pétrole» pour les transports, ou contraires à la sécurité des populations : choix du «tout nucléaire» pour l'électricité.

C'est pourquoi nous procéderons à un **retour 100% public d'EDF, GDF-Suez et Areva, et à la nationalisation de TOTAL, pour créer un grand pôle public de l'énergie,** dont la mission sera de gérer les centrales nucléaires jusqu'à leur fermeture et de mettre en œuvre le scénario Negawatt, en lien avec les Parlements de l'énergie locaux et citoyens.

2. Lutter contre la précarité énergétique et garantir l'accès de tou-te-s aux besoins fondamentaux en eau et énergie



Les prix de l'électricité, du gaz, de l'eau augmentent au point que certains ne peuvent plus payer leurs factures. Il est inadmissible qu'il faille choisir à la fin du mois entre manger, se loger, se soigner, s'éclairer ou se chauffer ! Il est inadmissible que l'eau qui sert à laver sa voiture ou à remplir sa piscine soit facturée au même tarif que l'eau qui sert à boire et à se laver ! L'énergie et l'eau sont des biens universels et non des marchandises. Nous disons haut et fort que l'accès à ces biens est un droit fondamental et que personne ne doit en être privé.

Non à la taxe carbone !
Oui à la taxation du superflu.

Face à l'urgence écologique, certains, y compris à gauche, proposent des systèmes de type «taxe carbone» ou TVA «verte». C'est une absurdité car cela revient à faire payer les plus pauvres pour leurs besoins de base, alors que les plus riches continuent de polluer.

Les plus pauvres sont ceux qui sont touchés en premier par la crise écologique - et on voudrait en plus leur faire payer pour la pollution des plus riches ?

Le Parti de Gauche propose au contraire de taxer la consommation «de luxe» grâce à des taxes et des tarifs progressifs pour les biens de base (électricité, eau, gaz…).

C'est pourquoi nous proposons :

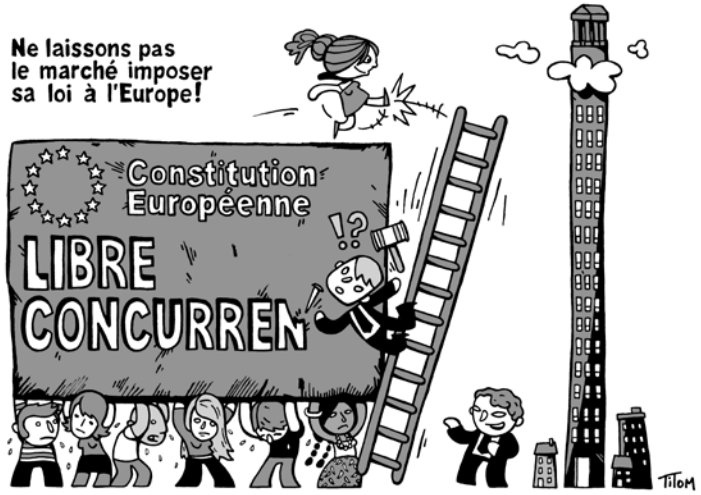
- **La gratuité des premiers m³ d'eau, de gaz et de fuel et des premiers kWh d'électricité.**
- **L'instauration de prix progressifs au-delà,** pour dissuader du gaspillage et financer la gratuité des premières tranches de consommation.
- **Un vaste plan de rénovation thermique des logements,** comprenant un système d'aides financières incitatives et progressives, afin que la progressivité des tarifs de l'énergie ne pénalise pas les plus pauvres.
- **Le développement des régies publiques locales pour la gestion de l'eau dans l'intérêt général.** Les élu-e-s du Parti de Gauche défendent cette proposition partout et la mettent en œuvre lorsqu'ils sont au pouvoir comme aux Lacs de l'Essonne en Région parisienne. C'est la garantie d'un réel service public et d'investissements pour le développement durable des réseaux, ainsi que d'une baisse significative des tarifs de l'ordre de 20 à 40%. En 2013, une partie des contrats de délégation de gestion de l'eau arriveront à échéance. Les communes, les syndicats intercommunaux vont pouvoir reprendre la main en gestion publique !

3. Pour une agriculture paysanne de qualité

Bien se nourrir est trop souvent devenu un luxe et, à l'autre bout de la chaîne, les cas de faillite, de maladies et de suicides chez les agriculteurs explosent. Entre les deux, la grande distribution et les multinationales font d'énormes bénéfices. Il faut que cela cesse !

Nos propositions d'urgence :

- **Un plan national de transition écologique de l'agriculture.** Il visera le remplacement de l'agro-chimie par l'agro-écologie et la relocalisation des productions : circuits courts de proximité, réintégration des activités agricoles et d'élevage, indépendance protéïque. C'est un vivier d'emplois considérable ! C'est aussi un moyen d'améliorer la santé de la population et de protéger l'environnement et la biodiversité. Les techniques d'agro-écologie permettent en outre aux paysans de mieux se prémunir contre les risques d'aléas.
- **Soutien et développement des filières alternatives courtes** de proximité, biologiques, pour un lien «de la fourche à la fourchette», un meilleur revenu aux producteurs et des prix plus accessibles aux consommateurs tout en assurant l'accès de tou-te-s à une alimentation de qualité.
- **Révision du code des marchés publics** pour généraliser le recours de la restauration collective à ces filières ; appui à l'installation et à la conversion des agriculteurs s'inscrivant dans ces démarches.
- **Inversion du processus de concentration de l'agriculture et de destruction d'emplois :** les Sociétés d'Aménagement Foncier et Rural (SAFER), sous contrôle public, redistribueront les terres libérées en faveur de l'installation de nouveaux agriculteurs et des petites exploitations.
- **Interdiction des OGM** dans les champs et dans nos assiettes. L'étude Séralini a rappelé l'urgence de cette question. La recherche agronomique sera donc réorientée au service de la transition écologique de l'agriculture, indépendante des lobbies de l'agro-industrie.
- **Défense de l'agriculture vivrière et fin des subventions aux agrocarburants :** l'agriculture doit nourrir les individus, pas les voitures !
- **Garantie de prix minima aux producteurs** et encadrement des marges de la grande distribution.
- **Proposition d'une refonte de la Politique Agricole Commune (PAC) :** réorientation du système d'aides européennes sur la base de critères sociaux, de qualité sanitaire et environnementale. Une PAC au service du développement rural, d'une agriculture paysanne de qualité et de sa transition écologique, grâce à des prix rémunérateurs (gestion et protection des marchés agricoles) et des aides recentrées sur le soutien à l'emploi, aux exploitations situées en zones difficiles et à l'agro-écologie.
- **Utilisation dès maintenant des actuelles marges de manœuvre nationales de la PAC.**
- **Sortie de l'agriculture de la logique libérale de l'OMC et remplacement** de cette dernière par une nouvelle organisation de l'agriculture des Nations-Unies, au service de la souveraineté alimentaire et la coopération entre les peuples, l'organisation des marchés, l'agriculture paysanne.
- **Opposition** –et chaque fois que possible veto– **aux accords de libre-échange négociés par l'Europe** et aux pressions exercées sur les pays du Sud pour libéraliser leurs marchés ; mise en place d'une coopération et d'une alliance avec les pays défendant leur souveraineté alimentaire, soutenant l'agriculture paysanne, refusant la nouvelle colonisation que représentent les accaparements de terre et le développement des agrocarburants.

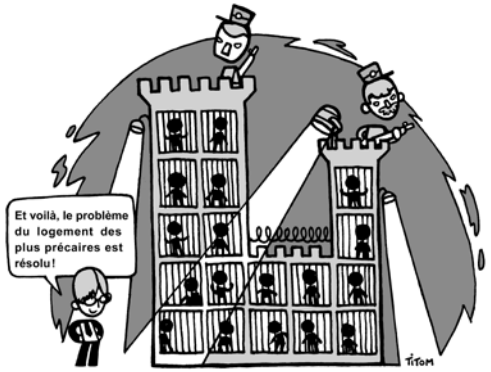


4. Relocalisation et aménagement du territoire : pour vivre mieux au pays !

Le projet de réforme territoriale, à rebours du nécessaire «ménagement du territoire», préconise des mégalopoles et des territoires en concurrence. Ce n'est pas notre projet ! Nous portons une relocalisation immédiate de l'économie et une politique ambitieuse de réorganisation du territoire. La spéculation foncière et la spécialisation des territoires sont les grands responsables des absurdités écologiques et sociales. Des logements de plus en plus chers et de plus en plus éloignés des lieux de production, une offre de transport en perdition sous les coups des directives européennes et, comble de l'iniquité, des mesures qui viennent taxer directement les ménages dans leurs comportements contraints (taxe sur les carburants, sur les déchets, sur la valeur ajoutée…).

Nous pouvons relocaliser les activités industrielles et agricoles pour créer des emplois locaux et réduire les transports polluants :

- **Mener une politique volontariste de réindustrialisation :** sur la base de critères d'utilité sociale et de respect environnemental, retrouver les emplois perdus à cause des délocalisations, par des mesures de protectionnisme social et écologique et en refusant l'application des directives européennes libérales contraires à cet objectif. Il faut faire cesser l'aberration sociale, économique et écologique du transport très longue distance de marchandises qui auraient pu être produites sur place !
- **Recréer et développer les services publics de proximité supprimés au cours des dix dernières années** (hôpitaux, écoles rurales, bureaux de poste, tribunaux) afin de restaurer un maillage des services publics sur tout le territoire.
- **Créer des unités locales de production d'énergies renouvelables** et de recyclage de papier, verre, métaux, plastiques, plusieurs centaines sur l'ensemble du territoire.
- **Favoriser une agriculture paysanne, vivrière et locale** en défendant l'implantation de nouveaux agriculteurs et la conversion agro-écologique, en adoptant une nouvelle gestion du foncier empêchant la spéculation immobilière et la déprise agricole, en soutenant les revenus des paysans.



5. Repenser la ville et l'habitat, un défi social et environnemental

En plus de ces mesures visant à rééquilibrer l'emploi entre les villes et les campagnes, il est nécessaire de réorganiser les villes elles-mêmes :

- **Construire des logements, notamment sociaux, dans le cœur des villes. Favoriser la mixité sociale et la mixité des habitations avec les lieux de travail** pour recréer le lien social et rapprocher les citoyens de leurs emplois et de leurs activités de loisir.
- **Soutenir les projets d'habitat participatifs ou coopératifs** permettant de recréer des liens entre les habitant-e-s et les générations et de mutualiser des services ou des biens.
- **Développer l'éco-construction et renforcer les normes énergétiques** des bâtiments, favoriser les constructions à taille humaine plutôt que les tours de grande hauteur.
- **Développer les réseaux de transport en commun et leur gratuité.** Dans les villes où elle est appliquée, cette mesure a conduit à la disparition des embouteillages et à un gain pour les habitant-e-s supérieur à un 13e mois ! La gratuité doit s'accompagner d'une réforme de la fiscalité bien plus progressive, qui permette un financement plus juste : «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

6. Transport de marchandises : passer de la route au rail !

La planification écologique, c'est aussi sortir du tout-voiture et du tout-camion. C'est dire non à la casse du service public et à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises (depuis 2003) et de voyageurs (depuis 2010) décidée par l'Union Européenne et acceptée par les gouvernements successifs.

Nous proposons de :

- **Revenir à un service public du transport ferroviaire : reconstruire la SNCF** dans ses activités d'infrastructures, de transports de voyageurs, et de marchandises par les activités de frêt et de wagons isolés. C'est le seul moyen de restaurer la sécurité des

passagers, de bonnes conditions de travail des cheminots, et de passer de la route au rail par la mise en place du ferroutage.

- **Réaliser rapidement l'autoroute ferroviaire entre la Belgique et l'Espagne** pour qu'aucun camion ne traverse plus la France de part en part et réduire de manière significative le nombre d'accidents mortels.
- **Mettre fin à l'exonération fiscale sur le kérosène** dont bénéficient les compagnies aériennes, alors même que les particuliers paient plein tarif sur l'essence.
- **Conditionner le financement de grands équipements (LGV, autoroutes, aéroports) à la démonstration de leur utilité sociale** (et non à l'intérêt de leurs promoteurs). Nous garantirons le débat public en amont de tout projet de ce type.

7. Pour un progrès humain : social, écologique et solidaire, du Nord au Sud de la planète

Des pays entiers sont déstabilisés par le système capitaliste mondialisé et le libre-échange.

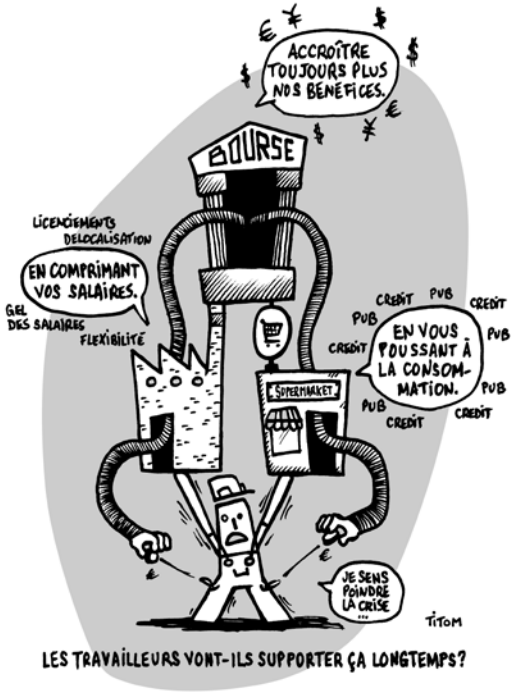
Vers une société post-pétrole : L'exemple de Yasuni ITT en Equateur

Nous soutenons activement depuis sa création le projet Yasuni ITT en Equateur, où le gouvernement est prêt à renoncer à l'exploitation d'un champ de pétrole si d'autres pays financent la moitié du manque à gagner. La préservation de cette biodiversité exceptionnelle et les tonnes de CO2 évitées nous concernent tou-te-s, au-delà des frontières !
Sur proposition des élu-e-s du Front de Gauche, la Région Rhône Alpes a ainsi contribué à hauteur de 150 000 euros à ce projet en 2011 !

En Europe, on ferme des usines et on détruit des emplois, avant de réimporter des produits fabriqués par des salariés de Chine ou d'Inde surexploités. Le bilan carbone et le bilan social des politiques du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale sont désastreux. En Afrique, c'est la politique agricole commune de l'Union Européenne qui fait des ravages. Les produits européens subventionnés sont vendus moins chers que les productions locales, ruinant les paysans et les poussant trop souvent à migrer vers les villes, puis vers d'autres pays pour survivre et nourrir leurs familles.

Nous défendons donc :

- **Le droit à la résistance face à certaines décisions européennes ;** nous assumerons nos choix, même lorsqu'ils sont en désaccord avec les directives européennes et nous amènent à y désobéir. Nous entraînerons d'autres pays en faisant appel à la souveraineté populaire (directives sur la concurrence de l'énergie, libéralisation du rail et démantèlement des services publics en général...).
- **Un protectionnisme européen, solidaire et internationaliste,** avec des barrières douanières basées sur des critères écologiques et sociaux.
- **La définanciarisation de l'environnement et l'abandon des mécanismes de marché,** notamment concernant les droits d'émission de CO_2.
- **La sortie de la France du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce,** organismes qui ont pour seuls objectifs de privatiser les services publics et de livrer les pays du Sud à une concurrence dont ils sont toujours les victimes.
- **Le droit à la souveraineté alimentaire pour chaque pays et le droit de protéger son agriculture** contre les importations de produits étrangers subventionnés.
- **Le développement de la coopération entre les pays et les peuples.**



8. Sortir du productivisme pour aller vers le «buen vivir» : une société de qualité plutôt qu'une société de quantité !

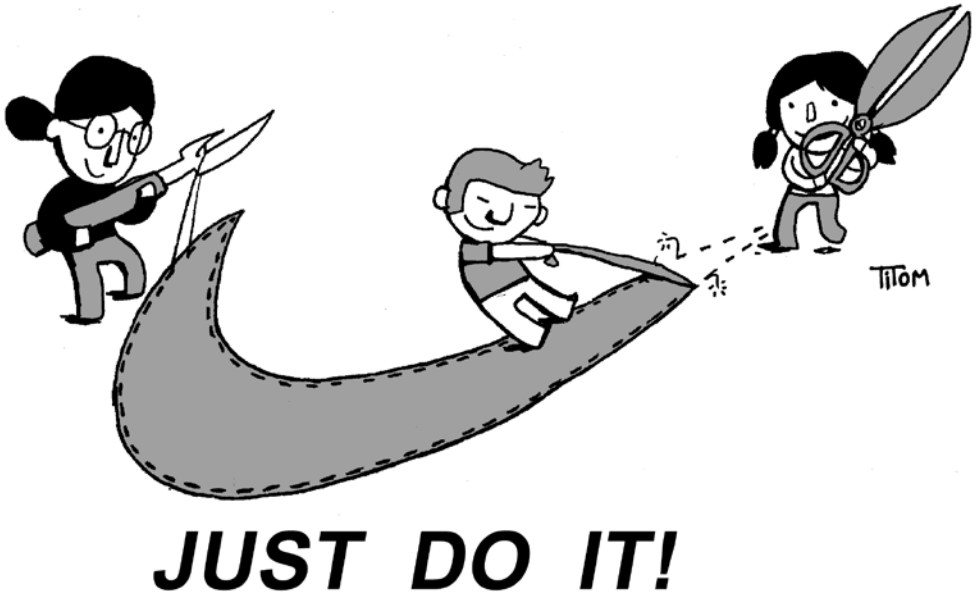
Société de consommation, société de pollution. Ce n'est pas tenable ! La crise n'est pas qu'environnementale, c'est celle de tout un système. Pour multiplier leurs profits, les multinationales ont besoin de croissance, de ventes, donc de consommation. La publicité et la mode instrumentalisent nos enfants et créent des besoins artificiels.

Pour que nous soyons contraints de consommer toujours plus, on nous fait passer à l'ère du jetable et de l'obsolescence programmée, en mettant en œuvre des stratégies pour que ces produits soient rapidement inutiles, ringards ou en panne.

Depuis les vêtements jusqu'à l'électro-ménager, la durée de vie des produits que nous achetons est de plus en plus courte ! Les capitaines d'industries amassent des profits mais nous laissent supporter, à nous, la pollution qu'ils créent. Il nous faut inverser cette logique et au contraire construire une société de partage, avec davantage de liens sociaux et moins de ces biens superflus qu'on nous impose.

Ils polluent et gaspillent nos vies... Qu'ils s'en aillent tous!

La fortune des plus riches s'est bâtie en exploitant la planète avec notre travail. Leur mode de vie est choquant et injuste. Il insulte toutes celles et ceux d'entre nous qui parviennent à peine à vivre convenablement … Mais en plus les riches polluent plus que les autres ! Pour leur plaisir et leur confort, ils détruisent nos biens communs – eau, air, ressources naturelles...
Pour ces raisons sociales et écologiques, le Front de Gauche réclame l'instauration d'un revenu maximum autorisé qui empêche l'enrichissement sans limite de quelques-uns et leur gabegie aux dépens du plus grand nombre et de la planète.



Des pistes concrètes pour sortir du système actuel

Aller vers la société de qualité ne se fera pas sans difficultés et sans luttes, et nécessitera des mesures de transition pour dépasser le capitalisme et rompre avec les logiques productiviste et consumériste. En voici quelques-unes :

- **Au culte de la croissance du PIB,** nous opposons lde nouveaux indicateurs : la règle verte pour réduire notre empreinte écologique et l'Indicateur de Progrès Humain qui combine critères sociaux, démocratiques et environnementaux.
- **Au libre-échange,** nous opposons un protectionnisme social, environnemental, et coopératif avec une taxe kilométrique aux frontières.
- **Au pouvoir exorbitant des actionnaires,** nous opposons la mise en place de nouveaux droits des salariés ainsi que des aides à la reprise d'entreprises sous forme coopérative.
- **Aux stratégies d'obsolescence programmée,** nous opposons des durées de garantie minimales obligatoires et l'obligation de réparabilité par un mécanicien, artisan ou l'usager lui-même.
- **À l'emprise de la publicité,** nous opposons une réduction drastique de la place qu'elle occupe, en réduisant le nombre et la taille des affichages publicitaires.
- **À la course à l'accumulation matérielle** nous opposons l'extension de la gratuité pour les services publics et les biens communs, avec une réglementation décourageant le mésusage.
- **Au travail sans fin (pour ceux qui en ont),** nous opposons la redistribution, la réduction du temps de travail et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein : «Travailler moins pour travailler tous !»

Une autre politique est possible !

Avec le Parti de Gauche : Fondé en 2009, le Parti de Gauche rassemble des citoyen-ne-s venu-e-s de tous les horizons. **Porteur du projet écosocialiste, c'est un creuset où se mêlent les acquis des combats socialiste, écologiste, républicain, altermondialiste, pacifiste, féministe, laïque…** C'est un parti tourné vers l'action, présent aussi bien dans les luttes sociales, les combats écologiques, que dans les batailles électorales, partout où le peuple se défend et invente des alternatives. Ses deux co-présidents sont Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard.

Avec le Front de Gauche : Il existe des points de vue différents à gauche. Des politiques d'accompagnement du système, et des politiques de rupture. Alors que le gouvernement PS-EELV se plie au diktat du système économique actuel, le Front de Gauche refuse de le cautionner. C'est pourquoi nous nous sommes fermement opposés au traité austéritaire européen TSCG. Pour réussir la transition écologique, il faut des investissements publics, impossibles si on doit réduire les dépenses de l'Etat ! Aujourd'hui le gouvernement prévoit de réduire de 5% le budget de l'écologie ! Cela montre bien quelle politique ils veulent mener.

Eux croient que l'on peut composer avec le capitalisme. Pas nous ! Agissons donc pour que notre point de vue passe en tête de la gauche, en militant pour une véritable alternative, et non une simple alternance du pouvoir. C'est la méthode du Front de Gauche qui rassemble le PG, le PCF, Gauche Unitaire, GA, Le PCOF, R&S, les Alternatifs ou encore la FASE, aux côtés de nombreux autres syndicalistes et associatifs toujours plus nombreux. Un Front de Gauche ouvert à toutes celles et ceux qui partagent ces combats essentiels et veulent que la Gauche retrouve ses valeurs pour mettre en œuvre un programme d'alternative sociale et écologique en rupture avec le système.

Pour une vraie alternative «socialiste» et «écologiste» : l'écosocialisme !

Dans le «capitalisme vert» le problème, ce n'est pas la couleur !

Face à la crise écologique et sociale, les seuls remèdes que nous propose le gouvernement PS-EELV ne sont autres que les principales causes de cette double crise : austérité et compétitivité ! Entendez hausse des profits et baisse du coût du travail...

Et ce n'est pas la mince couche de peinture verte appliquée sur les rouages du capitalisme qui en changera la nature. Pour que notre modèle économique respecte réellement les individus et les écosystèmes qui sont la condition de la vie humaine, il faut le changer de fond en comble. Pour cela, il faut rompre avec le productivisme qui est le moteur du capitalisme.

L'écologie est sociale, elle est politique, et elle est incompatible avec le capitalisme : c'est la voie que nous ouvrons avec notre projet écosocialiste !

Vite, L'ÉCOSOCIALISME !

Parti de Gauche
FRONT DE GAUCHE

63, avenue de la République
75011 PARIS

www.lepartidegauche.fr

Un grand merci à TITOM, qui a accepté l'utilisation de ses illustrations.
Celles-ci sont disponibles pour usage militant, sous licence Creative Commons by-nc-nd
sur le site www.titom.be

Réalisation : Pellicam - Impression : RCS B 622 053 189

Pour le bien-vivre et le progrès humain

Vite, L'ÉCOSOCIALISME !

www.lepartidegauche.fr

Parti de Gauche
FRONT DE GAUCHE